

La formation des étudiants militaires malgaches : entre héritage colonial et nouvelle option à l'Est

Interview de Josie V. Dominique, par Romain Landmeters et Anton Tarradellas

Romain Landmeters et Anton Tarradellas : Pour commencer, pourriez-vous présenter vos recherches en quelques mots ?

Josie V. Dominique : Mes recherches portent sur l'étude de l'armée en Afrique et la construction de l'État d'une manière générale à partir du cas malgache. Je considère que, même si les armées de chaque pays africain ont leurs spécificités en termes de taille, de formation, de valeurs ou de composition, les armées de l'Afrique francophone ont un point commun essentiel parce qu'elles se sont construites sur le modèle de l'armée française, pour ne pas dire que leur entière construction constitue un héritage colonial.

Ma thèse proposait d'étudier l'apport des forces armées dans la formation de l'État et ainsi comprendre les relations civilo-militaires prévalant à Madagascar¹. J'ai proposé pour cela un modèle basé sur la théorie de la machine de guerre et de l'appareil de capture de Gilles Deleuze et Félix Guattari. Une hypothèse qui a été testée sur trois cas : les forces armées du Royaume de Madagascar du XIX^e siècle, la guerre insurrectionnelle de 1947 et la formation des officiers militaires à l'Académie militaire d'Antsirabe. À partir du traitement spécifique de ces trois cas, des intelligibilités générales ont été construites pour permettre de modéliser les relations civilo-militaires qui prévalent à Madagascar depuis le XIX^e siècle. À travers les ruptures et les continuités de l'histoire des relations civilo-militaires, c'est-à-dire les différents liens que les civils et les institutions ordinaires entretiennent avec l'armée, sous formes de marchandages législatifs sur le financement, la réglementation, l'utilisation de l'armée de même ou à travers les diverses négociations entre les élites civiles et militaires pour définir et mettre en œuvre une politique de défense ou sécurité nationale. Dans la compréhension des forces armées malgaches, et notamment en considérant leur rapport à l'État et à la société, j'ai pu conclure que ces relations, qui prévalent depuis le XIX^e siècle à Madagascar, restent très actuelles.

Quels sont les principaux défis heuristiques et méthodologiques pour un·e historien·ne de l'histoire militaire en Afrique ?

Tel que je vois et le vis, les principaux défis heuristiques et méthodologiques des historien·ne·s de l'histoire militaire en Afrique sont les accès aux sources, plus particulièrement aux archives. Au niveau national, la question militaire reste par défaut très confidentielle et relève presque d'un sujet tabou ou dangereux en Afrique. Cette caractéristique est essentialisée par plusieurs dirigeants militaires, qui ont dû mal à donner les autorisations pour la fourniture de données factuelles telles que le nombre d'hommes dans un camp par exemple. Cette réticence est encore plus prégnante quand il s'agit de donner des autorisations d'entretien aux militaires ou de travailler sur les archives. Par ailleurs, il faut noter qu'une grande partie des sources intéressantes sur le XIX^e siècle et le XX^e siècle ne se trouvent pas nécessairement à Madagascar. Dans l'île, le problème de conservation des archives administratives est dû à plusieurs facteurs tels que les incendies de bâtiments administratifs lors des crises politiques ou tout simplement le manque d'archivistes professionnels. Concernant l'histoire militaire de Madagascar, le service historique de la Défense de Vincennes regorge de trésors encore inexploités. La pandémie de Covid-19 a rendu encore plus difficile voire impossible l'accès à ces sources à cause des restrictions de voyages au niveau national et international.

¹ Josie Dominique, *Machines de guerre et appareils d'État : sociologie historique des forces armées à Madagascar*, thèse de doctorat en études politiques, Paris, EHESS, 2018.

En préparant ce dossier, nous avons réalisé qu'il y avait relativement peu de travaux consacrés à la formation à l'étranger des militaires africains. Or, il semble que cette pratique fut et est toujours très courante : de très nombreuses armées africaines sont composées d'officiers qui ont reçu une formation en Europe, aux États-Unis, en Russie ou en Chine. Comment expliquer qu'il y ait si peu de recherches sur ces mobilités pour études des officiers africains ?

Comme je l'évoquais précédemment, le peu de travaux sur la formation des militaires africains à l'étranger est rarement évoquée à cause de la difficulté de l'accès aux sources. Dans mon cas, la difficulté de connaître exactement les personnes ayant séjourné en ex-URSS vient du fait qu'il n'existe aucun registre indiquant ceux qui ont pu bénéficier d'une bourse ou d'un programme émanant des pays de l'ex-URSS. Ma demande aux services des ressources humaines du Ministère de la Défense n'a pas eu de suite. Je ne pense pas que ce soit par mauvaise foi ; je pense qu'ils n'ont tout simplement pas les données. J'ai pu reconstituer une partie des promotions qui ont été en ex-URSS en utilisant le livret de sortie de promotion 2012 qui recense tous les élèves-officiers passés par l'Académie militaire depuis sa création. Par connaissances interposées, j'ai pu contacter une partie de ceux qui ont été formé en ex-URSS à partir des promotions appelées Peloton Spécial (PS), dont la première et la seconde promotion comportent des mécaniciens et des pilotes des avions MIG. Enfin, s'il y a peu de recherches sur les militaires formés à l'étranger, c'est aussi parce que les chercheurs africains pour qui cet objet représente un intérêt ont des difficultés d'accès aux sources qui se trouvent dans les pays hôtes des étudiants africains.

L'un des dossiers importants des gouvernements africains au moment des indépendances était celui de la création d'une armée nationale. Dans le cas de Madagascar, quelles sont les différentes options de formation des officiers de l'armée malgache au moment de l'indépendance ?

La colonisation de Madagascar débute en 1895. À cet époque le colonisateur français a repris en grande partie l'infrastructure de l'armée royale précoloniale et les hommes constituant cette armée. Le premier gouvernement autonome malgache voit le jour le 10 octobre 1958 : la République de Madagascar est proclamée sur le territoire de l'ancien protectorat. En 1960, la République de Madagascar accède à l'indépendance, ce qui fait de ce pays un des premiers à devenir indépendant dans cette zone de l'océan Indien. Le 26 juin 1960, désormais fête de l'indépendance, les premiers éléments des Forces Armées Malgaches reçoivent leur drapeau à Mahamasina. Par Forces Armées, nous entendons l'institution militaire malgache appelée aussi *Tafika Malagasy* incluant l'Armée de Terre, la Marine de Guerre, l'Armée de l'Air et la Gendarmerie Nationale. Cette armée malgache est un héritage ou se développe dans un prolongement de l'armée coloniale. On assiste ainsi à un transfert d'une partie de l'armée coloniale dans l'armée nationale. Composée de 5000 hommes en 1960, cette force comprend également une légion de gendarmerie basée à Tananarive, la capitale du pays, avec son État-Major, des brigades territoriales, des compagnies, et des pelotons mobiles dans les chefs-lieux de district. La nouvelle armée bénéficie de l'appui et de l'assistance de l'Armée française sur le plan technique, en particulier dans la mise en place du service de l'intendance, du service du matériel et des bâtiments, et du service de santé.

Sur le plan de la formation, je ne pense pas qu'on puisse réellement parler d'alternative en dehors de l'option française, dans la mesure où les accords de coopération étaient clairs à ce sujet. D'une part, ils stipulaient que les nationaux malgaches étaient admis par concours dans les écoles militaires françaises soit dans les mêmes conditions que les nationaux français, soit dans la limite d'un contingent particulier. D'autre part, la République malgache s'engageait à ne faire appel qu'à la République française pour la formation de ses cadres militaires. En 1966, le Président de la République Philibert Tsiranana, s'affranchissant de ces accords de

coopération, a obtenu la création d'une académie militaire dans la ville d'Antsirabe, au sud de la capitale. La principale mission qui fut confiée à l'académie était de dispenser une formation initiale aux officiers destinés à servir dans les forces armées malgaches et africaines. Une cohorte d'élèves officiers sera alors formée localement. Puis, à partir de 1975, suite au choix de la voie socialiste adoptée par le gouvernement de Didier Ratsiraka, des élèves officiers de l'Académie militaire seront envoyés dans les pays du bloc de l'Est.

Quelle est la spécificité des mobilités des militaires par rapport à celles des autres catégories d'étudiants, en particulier ceux qui étudient au niveau universitaire ? En quoi les étudiants militaires malgaches se distinguent-ils des autres étudiants militaires africains ?

Pour les élèves-officiers, il existe bien entendu des similitudes avec tous les étudiants africains qui s'expatrient, ne serait-ce qu'en termes de déracinement. En effet, l'intégration d'un nouvel environnement, d'une nouvelle langue de vie ou de travail demande un temps d'adaptation. Si les étudiants civils prennent du temps pour se faire une place dans leur nouvel environnement, les militaires sont souvent mis directement dans le bain avec des rituels d'accueil ou de bizutage. On peut parler de spécificité militaire dans la mesure où les élèves officiers vivent dans un camp, sont soumis à une discipline rigoureuse et des règles strictes. Par exemple, les jours de sortie sont bien définis et soumis à la hiérarchie. Cependant, cette organisation, qui peut être considérée comme une contrainte pour les civils, représente le prix à payer pour la stabilité. D'autre part les élèves-officiers ont une source de motivation très importante : un emploi assuré à la clé comme futur cadre de l'armée de leur pays. Ils sont par défaut boursiers et n'ont pas besoin d'un revenu complémentaire. Ils sont donc mieux lotis financièrement que les étudiants africains civils qui arrivent à l'étranger.

Est-ce que le choix du président Didier Ratsiraka d'envoyer des militaires se former en URSS répond aussi à une volonté de s'émanciper de la tutelle éducative de la France ? Pourrait-on la qualifier de velléité de former des « communistes » ?

Cette émancipation de la tutelle éducative de la France figure parmi les nombreux paradoxes des choix politiques de l'Amiral Didier Ratsiraka. En effet, élève supposé brillant, Didier Ratsiraka est d'abord éduqué chez les Jésuites à Madagascar et sera ensuite admis dans le prestigieux Lycée Henri IV avant d'intégrer l'École navale de Brest en 1960. La « voie royale » des classes préparatoires et la grande école d'officier n'a pourtant pas poussé l'Amiral à encourager cette formation pour pourvoir au manque de cadres techniques dont souffrait l'armée à son arrivée au pouvoir. On peut se demander si son positionnement politique à gauche, acquis pendant ses années d'étude en France, fut à l'origine de son choix d'envoyer les élèves militaires à l'Est plutôt qu'en France. Je renvoie à l'une de ses citations reprises dans le livre de Cécile Lavrard-Meyer: « Avant l'École navale, bien sûr qu'on était à gauche ! On n'était pas communistes, mais on était à gauche. Au lycée Henri IV, on avait un professeur de philosophie vraiment communiste, des professeurs d'histoire socialistes. Les professeurs d'histoire d'Henri IV ont été importants dans ma construction idéologique ». Pourtant, à plusieurs reprises dans des entretiens télévisés ou radiophoniques, comme dans un passage du même livre précité, il se dédouane d'avoir voulu former des cadres communistes : « Effectivement, j'ai envoyé aussi des gens se former en Ukraine ou en Union soviétique, pour ne pas faire de jaloux et par la force des choses, puisque l'on ne peut pas former en France ou aux États-Unis des gens sur MIG-17, sur MIG-21 ou 21 bis, sur les radars tridimensionnels que l'on avait, sur les hélicoptères Mi-8 et les Antonov-26² ».

² Les MIG-17, MIG-21 ou 21 bis sont des avions de chasse soviétiques ; les MI8 sont des hélicoptères polyvalents conçus en URSS et les Antonov des avions moyens courriers biturbopropulseurs soviétiques.

Dans le cas des officiers envoyés en URSS, comment procédait-on à leur sélection ?

Les récits de vie des officiers militaires avec qui nous nous sommes entretenus nous montrent que les sélections étaient complètement opaques. Cet extrait de récit tiré d'un général à la retraite est très significatif : « Le départ pour l'URSS n'était pas prévu. On rentrait et on a été désigné comme faisant partie d'un contingent qui partait pour l'URSS. On n'avait pas vraiment le choix, sinon c'était peut-être la fin de notre carrière militaire. D'autant plus que je candidatais pour être pilote et qu'à la fin, on m'a désigné pour être juste un technicien radio. Nous partîmes en catastrophe. Moins d'une semaine pour préparer le départ. J'avais l'impression de partir fâché. Ma mère a appris mon départ trois mois après en raison de la lenteur des courriers ».

Certains ne savaient même pas qu'au moment où ils entraient dans l'armée, ils allaient en fait partir quelques jours après pour l'URSS. La désignation était le fait du commandement : les élèves officiers ne savaient donc pas sur quelle base ils étaient choisis. Le départ pour les pays de l'Est était donc considéré comme des ordres de commandement qu'il fallait juste exécuter, sous peine de démission ou par crainte de saboter sa propre carrière en refusant.

Combien d'étudiants au total ont été envoyés à l'Est et dans quels centres étaient-ils formés ? Comment se passait leur formation et ont-ils subi des difficultés d'intégration voire du racisme ?

Nous n'avons pas fini de répertorier le nombre des militaires ayant étudié en ex-URSS, ni les centres d'études. Je peux vous en citer quelques-uns pour l'armée de l'air, telle que l'École supérieure d'aviation militaire de Krasnodar et celle de Kiev, ainsi que l'École militaire de l'air et le Centre du personnel technique aéronautique des Forces militaires aériennes à Frounze (aujourd'hui Bichkek, Kirghizistan). Pour l'armée de terre, on peut citer l'École militaire d'infanterie à Odessa. Pour ce qui est de la formation du personnel de santé, elle se faisait en partie aussi à Cuba. Natalia Krylova explique qu'en 1953 la préparation des militaires étrangers était assurée par 21 académies et instituts militaires, 27 écoles militaires et 30 cours de perfectionnement pour officiers³. Si les élèves militaires africains n'ont pas fréquenté tous ces centres, cela montre que l'offre de formation pour les militaires étrangers était cependant très importante.

Pour le cas des futurs officiers malgaches avec qui nous nous sommes entretenus, les formations duraient de trois à cinq ans, en fonction de la durée du séjour. L'apprentissage initial de la langue russe durait entre six mois et un an. En ce qui concerne le racisme, cette problématique n'a jamais été évoquée par les militaires que j'ai pu interviewer, même si Sergey V. Mazov évoque le « racisme ordinaire » auquel des étudiants militaires guinéens étaient confrontés à Frounze⁴. De manière générale, j'ai cru comprendre que peu d'étudiants malgaches ont tissé des relations avec les Russes. Et en effet, les formations militaires des Africains et des Russes étaient séparées.

Comment se passait le retour à Madagascar ?

On ne peut pas dire que le retour des officiers à Madagascar, après leur formation militaire en URSS, était facile. Une des difficultés les plus importantes était la confrontation avec la méfiance du commandement. Contrairement aux pays socialistes comme le Congo-Brazzaville, où les militaires disposaient avec leur formation à l'Est d'une échelle promotionnelle parallèle

³ Natalia Krylova, « Le centre Perevalnoe et la formation de militaires en Union soviétique », *Cahiers d'études africaines*, vol. 2, 2017, n° 226, p. 400.

⁴ Sergey V. Mazov, « Африканские студенты в Москве в Год Африки (Les étudiants africains à Moscou [l'année de l'Afrique]) », *Vostok*, 1999, 3, p. 91-93.

basée sur le militantisme du parti en plus des mécanismes internes⁵, on remarque plutôt, à Madagascar, une difficulté des élèves officiers à s'intégrer lors de leur retour au pays. En effet, la réforme militaire mettant en place les Forces Armées Populaires engagée par Ratsiraka ne reçut pas une adhésion totale chez les officiers militaires. La formation des officiers de l'armée de l'air en ex-URSS peut ainsi être caractérisée comme marginalisée (par la hiérarchie militaire) et marginalisante (pour les élèves officiers), et ce dès sa création. Les jeunes militaires formés en ex-URSS étaient dès leur retour confrontés à un problème relationnel avec le commandement. Celui-ci méconnaissait le contenu de la formation des nouveaux arrivants et les considérait en fait comme endoctrinés par l'idéologies socialiste : il craignait que leur formation fasse tâche d'huile et contamine des autres militaires. En outre, la hiérarchie militaire considérait qu'ils n'avaient pas été assez formés militairement, accusant quelque part les pays communistes de leur fournir une formation insuffisante. Un ancien militaire m'a ainsi expliqué : « Au retour, nous étions du coup un peu frustrés, tu sais la grande gueule des militaires. Ils nous disaient, les soviétiques, ils ne savent rien, ils ne valent rien... C'est vrai que l'armée malgache a envoyé des militaires là-bas, mais l'ossature de l'armée malgache est restée occidentale, française ».

Une autre difficulté manifeste pour ces militaires revenu de l'Est était de parvenir à s'insérer dans le pouvoir politique et économique. Ils n'étaient pas considérés comme faisant vraiment partie de l'élite militaire, à l'instar des officiers qui venaient de Saint-Cyr ou de ceux qui étaient restés à l'Académie Militaire malgache. Il faut noter que les effets de promotion qui sont importants pour la suite de la carrière militaire se forgeaient justement dans cette Académie. À ce titre, une frustration est palpable en ce qui concerne le respect des traditions militaires propres à l'Académie militaire : ceux qui avaient été formés ailleurs avaient le désavantage de ne pas avoir suivi les étapes de formation qui constituent les éléments forgeant les âmes des promotions, développant l'esprit de corps⁶.

Que sont devenus les officiers formés à l'Est après la chute du communisme ?

La fin de la période socialiste avec la chute de l'ex-URSS, mais aussi l'avènement des plans d'ajustement structurel, ont causé durant les années 1990 des périodes de chômage technique pour la plupart de ces techniciens formés à l'Est. Lorsque les avions n'ont plus été en état de marche, la plupart d'entre eux ont dû se reconvertir et, ceux qui en ont été incapables, se sont retrouvés dans des situations précaires. Une telle situation, où émerge l'impression de ne plus servir professionnellement, représente une source de grande frustration chez un officier militaire. L'un d'entre eux m'a raconté qu'une fois mis au chômage technique par l'armée, il a pris la décision de recommencer une formation dans une école d'aviation privée. Il reçut alors en 1995 son diplôme de pilote professionnel et a pu obtenir deux contrats au sein d'une compagnie aérienne affiliée à la compagnie nationale malgache. Il pilotait alors des vols privés, dont les évacuations sanitaires. Il a pu exercer cette fonction avec l'autorisation émanant du ministre de la défense de l'époque et ce n'est qu'ainsi qu'il a pu ensuite réintégrer l'armée et y finir sa carrière.

Vous avez eu la possibilité d'interviewer certains anciens étudiants militaires : quelles sources cela permet-il de compléter et comment ?

J'ai en effet eu la possibilité interviewer certains anciens étudiants militaires. Malgré leurs difficultés à s'en souvenir ou à partager cette expérience, j'ai pu constituer quelques récits de vies sur ces militaires formés en Union soviétique. C'est sur bases de leurs témoignages que je

⁵Patrice Yengo, « Former des cadres « rouges et experts ». Mouvement étudiant congolais en URSS et parti unique », *Cahiers d'études africaines*, vol. 2, 2017, n° 226, p. 313-330.

⁶Dominique, *Machines de guerre et appareils d'État*, op. cit., 2018.

suis en train de reconstituer petit à petit la spécificité des militaires malgaches ayant été formées à l'étranger, avec une particularité pour l'URSS. Cette recherche complétera alors celle déjà entreprise par Natalia Krylova sur les centres de formation soviétiques destinés aux militaires africains, mais aussi celle de Jocelyn Alexander et Jo Ann McGregor sur les séjours en Union soviétique des cadres des services de renseignement de la Zimbabwe African People's Union (ZAPU). Ces travaux sont importants pour comprendre les tentatives d'émancipation des militaires africains vis-à-vis des anciennes puissances coloniales et aident à comprendre les différentes trajectoires des politiques de Défense des armées africaines, et en particulier malgache dans mon cas.

Bibliographie conseillée

- Jocelyn Alexander, Jo Ann McGregor, « African Soldiers in the USSR : Oral Histories of ZAPU Intelligence Cadres' Soviet Training, 1964-1979 », *Journal of Southern African Studies*, vol. 43, 2017, n° 1, p. 49-66.
- Moshé Ammi-Oz, « La formation des cadres militaires africains lors de la mise sur pied des armées nationales », *Le Mois en Afrique*, 1977, n° 133, p. 84-99.
- Saphia Arezki, *De l'ALN à l'ANP. La construction de l'armée algérienne, 1954-1991*, Alger, Barzakh, 2018.
- Monique de Saint Martin, Grazia Scarfo Ghellab, Kamal Mellakh (dir.), *Étudier à l'Est. Expériences de diplômés africains*, Paris, Karthala, coll. « Hommes et Sociétés », 2015.
- Camille Evrard, « Retour sur la construction des relations militaires franco-africaines », *Relations Internationales*, vol. 1, 2016, n° 165, p. 23-42.
- Jacques Guillemain, « L'importance des bases dans la politique militaire de la France en Afrique Noire francophone et à Madagascar », *Le Mois en Afrique*, 1981, n° 188-189, p. 31-44.
- Natalia Krylova, « Le centre Perevalnoe et la formation de militaires en Union soviétique », *Cahiers d'études africaines*, vol. 2, 2017, n° 226, p. 399-416.
- Cécile Lavrard-Meyer, *Didier Ratsiraka. Transition démocratique et pauvreté à Madagascar*, Paris, Karthala, 2015.
- Michel Louis Martin, « La "spécificité" des forces armées africaines », in Dominique Bangoura, *Les armées africaines*, Paris, Economica, 1986, p. 27-34.
- René Massip, « Le rôle de l'EFORDTDM dans la formation des cadres africains », *Revue d'histoire des armées*, vol. 2, 1983, n° 151, p. 96-101.
- Sergey V. Mazov, « Африканские студенты в Москве в Год Африки (Les étudiants africains à Moscou [l'année de l'Afrique]) », *Vostok*, 1999, 3, p. 91-93.
- Patrice Yengo, « Former des cadres « rouges et experts ». Mouvement étudiant congolais en URSS et parti unique », *Cahiers d'études africaines*, vol. 2, 2017, n° 226, p. 313-330.